

Rencontre entre le pape et trois délégations autochtones

Une semaine riche en émotions

Anne-Marie Chapleau



Le pape et la délégation autochtone reçue au Vatican.

« Cette semaine a été vraiment incroyable. » C'est ce que disait la leader métisse Cassidy Caron lorsqu'elle s'est terminée. Du 26 mars au 2 avril dernier, le Vatican avait reçu trois délégations autochtones venues rencontrer le pape François, celles des Métis, des Inuits et des Premières Nations. Ces rencontres avaient débordé l'heure prévue pour chacune, tellement les témoignages présentés étaient denses et poignants. Une dernière audience a réuni les trois groupes, à qui le pape a présenté des excuses. Les médias canadiens et internationaux ont fait largement écho à ces événements, certains les qualifiant d'historiques. Selon la militante innue Mélissa Mollen Dupuis, il est extrêmement précieux que la réalité tragique des pensionnats et de la colonisation ait été confirmée au plus haut niveau de l'Église catholique, même si les excuses du pape se prêtent à de multiples relectures, autant sans doute qu'il y a de réalités autochtones¹ ou d'expériences vécues, et même si elles ont été trop longtemps attendues.

Il est extrêmement précieux que la réalité tragique des pensionnats et de la colonisation ait été confirmée au plus haut niveau de l'Église catholique.

Une si longue attente

Rappelons que dès 2015 la Commission de vérité et réconciliation avait invité le pape à présenter, au nom de l'Église catholique, des excuses aux survivants, à leurs familles ainsi qu'aux collectivités concernées dans un délai d'un an (recommandation 58). Il aura fallu attendre la mort tragique de Joyce Echaquan le 28 septembre 2020, puis les premières découvertes de sépultures anonymes en mai 2021 à Kamloops, pour qu'enfin les évêques canadiens invitent le pape à s'excuser. Questionné sur ces délais gênants, le président de la Conférence des évêques catholiques du Canada, Mgr Raymond Poisson, est demeuré évasif. Il ne pouvait bien entendu pas invoquer la polarisation de la question ni la résistance farouche de certaines franges de l'Église ou de certaines communautés religieuses. La crainte de représailles financières ou juridiques pèse parfois plus lourd que le souci de justice !

Le premier pasteur de l'Église catholique, sans doute pleinement conscient des écueils à éviter, a navigué avec prudence. Fort de son expérience au synode sur l'Amazonie, il savait combien les factions conservatrices de l'Église, présentes aussi au Canada, savent se mobiliser pour faire barrage à toute réforme ou tout discours jugé trop progressiste.

Une oreille attentive, mais un discours lourd de ses silences

Le discours du pape, le premier avril, témoigne de sa sensibilité envers les peuples autochtones. Il témoigne aussi de ce qu'il a été touché personnellement par les récits de dépossession culturelle, de déracinement et de perte d'identité qu'il a entendus. Ébranlé, il a exprimé sa tristesse, son indignation et sa honte devant le mal causé.

Le pape a cependant condensé ses excuses proprement dites en deux phrases, ce qui représente 2,8 % de son discours. Il a tout d'abord demandé pardon à Dieu pour « la conduite déplorable de ces membres de l'Église catholique ». Puis il a exprimé son affliction et a offert ses excuses aux victimes. Des excuses sincères sans doute, mais dont la formulation laconique évite la reconnaissance claire des torts de l'Église. En disant « ces membres », il évite de parler du rôle de l'Église en tant qu'institution. De même, il ne l'engage pas lorsqu'il formule ses excuses à la première personne. Affirmer explicitement la responsabilité de l'Église aurait eu une tout autre portée pour les victimes, comme certains commentateurs autochtones l'ont fait remarquer.

« Marcher ensemble » oui, mais sans oublier de réparer

En fin de discours, le pape François a réaffirmé sa volonté, et celle des évêques canadiens, de « marcher avec vous ». Il a encouragé les évêques et les catholiques canadiens à poursuivre « une recherche transparente de la vérité » et à promouvoir « la guérison des blessures et la réconciliation² ». Enfin, il a annoncé sa venue prochaine au Canada³, une rencontre, a-t-il souhaité, qui lui permettra d'exprimer sa proximité.

François a dit combien il a été touché personnellement par les récits de dépossession culturelle, de déracinement et de perte d'identité qu'il a entendus.

Espérons que cette rencontre sera pour lui l'occasion de présenter des excuses plus étoffées, non plus seulement en son nom personnel, mais aussi au nom de l'institution et qu'elles seront accompagnées de gestes forts de la part de l'Église canadienne et des instances concernées. Si certains Autochtones n'attendent plus rien de l'Église, d'autres espèrent encore de la diligence de sa part pour tenir ses promesses de réparation. Il ne faudrait pas les décevoir. La suite reste à écrire.

¹ Plus de 50 au Canada, réparties en plus de six cents communautés, et 11 nations au Québec, en plus des Inuits.

² Une longue parenthèse mériterait d'être ouverte pour discuter des « sables mouvants de la réconciliation ». Certains autochtones reçoivent les appels à la réconciliation comme une insulte ou les voient comme des tentatives de l'Église de se dédouaner de ses responsabilités, d'éviter de changer et de les réparer.

³ Cette visite, qui aura lieu du 24 au 29 juillet 2022, comprendra trois étapes : Québec, Edmonton et Iqaluit.

Anne-Marie Chapleau est bibliste et professeur à l'Institut de formation théologique et pastorale de Chicoutimi. Elle est également l'une des fondatrices du groupe des Mères au front du Saguenay.





 **Monastère des Petits Frères de la Croix**

www.petitsfreresdelacroix.ca
418-633-4294

**HÔTELLERIE Alternative
Nazareth en Charlevoix**



**OUVERT
4
SAISONS!**

*Le silence et la beauté
vous élèveront à la contemplation!*